



AUDIT GEORGES BARRERE



**CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET
ENVIRONNEMENT DES HAUTES PYRÉNÉES**

Association

14, Boulevard Claude DEBUSSY - 65000 TARBES

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31/12/2023



Audit Georges Barrère

Sté de commissariat aux comptes inscrit sur la liste nationale

Rattaché à la Crcc de Grande Aquitaine

66, allées Marines – 64100 Bayonne

Tel.: 05.59.52.81.62 – Fax.: 05.59.63.92.89



CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET ENVIRONNEMENT DES HAUTES PYRÉNÉES

Association

14, Boulevard Claude DEBUSSY - 65000 TARBES

Exercice clos le 31/12/2023

 **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

 **RAPPORT SPÉCIAL SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**



Audit Georges Barrère

Sté de commissariat aux comptes inscrit sur la liste nationale

Rattaché à la Crcc de Grande Aquitaine

66, allées Marines – 64100 Bayonne

Tel.: 05.59.52.81.62 – **Fax.:** 05.59.63.92.89



CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET ENVIRONNEMENT DES HAUTES PYRÉNÉES

Association

14, Boulevard Claude DEBUSSY - 65000 TARBES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS



AUDIT GEORGES BARRÈRE



**CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET
ENVIRONNEMENT DES HAUTES PYRÉNÉES**

Association

14, Boulevard Claude DEBUSSY - 65000 TARBES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023



Audit Georges Barrère

Sté de commissariat aux comptes inscrit sur la liste nationale

Rattaché à la Crcc de Grande Aquitaine

66, allées Marines – 64100 Bayonne

Tel.: 05.59.52.81.62 – Fax.: 05.59.63.92.89



CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET ENVIRONNEMENT DES HAUTES PYRÉNÉES

Association

Siège social : 14, Boulevard Claude DEBUSSY - 65000 Tarbes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET ENVIRONNEMENT DES HAUTES PYRENEES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne les subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bayonne, le 21 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes

AUDIT GEORGES BARRERE



Marcel BARRERE

Associé

ASSOCIATION C.A.U.E.

14 Bd Claude Debussy
65000 TARBES

COMPTES ANNUELS
du 01/01/2023 au 31/12/2023

Bilan Association

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires	1 122	1 122				
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	5 395	5 395				
Autres immobilisations corporelles	26 009	21 642	4 367	1,81	4 851	2,78
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés	1 022		1 022	0,42	1 022	0,59
Prêts						
Autres immobilisations financières	152		152	0,06	152	0,09
TOTAL (I)	33 701	28 160	5 541	2,30	6 026	3,45
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises	9 487		9 487	3,94	9 724	5,57
Avances & acomptes versés sur commandes						
Créances usagers et comptes rattachés	48		48	0,02	426	0,24
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel						
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	32 720		32 720	13,58	41 727	23,89
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	191 886		191 886	79,62	115 299	66,02
Charges constatées d'avance	1 313		1 313	0,54	1 429	0,82
TOTAL (II)	235 454		235 454	97,70	168 605	96,55
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	269 155	28 160	240 995	100,00	174 631	100,00

PASSIF		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:					
FONDS PROPRES					
Fonds associatifs sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice					
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS					
-Fonds associatifs avec droit de reprise					
. Apports					
. Legs et donation					
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs					
-Ecart de réévaluation					
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
-Provisions réglementées					
-Droits des propriétaires (commodat)					
TOTAL(I)		119 080	49,41	61 290	35,10
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
		36 358	15,09	32 452	18,58
TOTAL (II)		36 358	15,09	32 452	18,58
FONDS DEDIÉS					
. Sur subventions de fonctionnement					
. Sur autres ressources					
TOTAL(III)					
DETTES					
Emprunts et dettes assimilées					
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours					
Fournisseurs et comptes rattachés					
Autres					
Instruments de trésorerie					
Produits constatés d'avance					
TOTAL(IV)		85 557	35,50	80 889	46,32
Ecart de conversion passif (V)					
TOTAL PASSIF		240 995	100,00	174 631	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
ENGAGEMENTS DONNÉS					

COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Ventes de marchandises	3 302	30	3 332	98,99	5 016	99,07	-1 684	-33,56
Production vendue de biens								
Prestations de services	35		35	1,04	47	0,93	-12	-25,52
Montants nets produits d'expl.	3 336	30	3 366	100,00	5 063	100,00	-1 697	-33,51
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:								
Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation			584 950	N/S	531 486	N/S	53 464	10,06
Cotisations			9 168	272,37	1 200	23,70	7 968	664,00
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs								
Autres produits			14	0,42	304	6,00	-290	-95,38
Reprise sur provisions, dépréciations					7 690	151,89	-7 690	-100,00
Transfert de charges					9 368	185,03	-9 368	-100,00
Sous-total des autres produits d'exploitation			594 132	N/S	550 048	N/S	44 084	8,01
Total des produits d'exploitation (I)			597 499	N/S	555 111	N/S	42 388	7,64
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Exédent transféré (II)								
PRODUITS FINANCIERS:								
De participations								
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif								
Autres intérêts et produits assimilés								
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges								
Différences positives de change			11	0,33	1	0,02	10	1000,
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (III)			11	0,33	1	0,02	10	1000,
PRODUITS EXCEPTIONNELS:								
Sur opérations de gestion			15	0,45			15	N/S
Sur opérations en capital								
Reprises sur provisions et transferts de charges								
Total des produits exceptionnels (IV)			15	0,45			15	N/S
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			597 525	N/S	555 112	N/S	42 413	7,64
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT					-1 944	-38,39	1 944	-100,00
TOTAL GENERAL			597 525	N/S	557 056	N/S	40 469	7,26
CHARGES D'EXPLOITATION:								
Achats de marchandises					162	3,20	-162	-100,00
Variations stocks de marchandises			237	7,04	1 762	34,80	-1 525	-86,54
Achats de matières premières et autres approvisionnements								
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements								
Autres achats non stockés			14 878	442,01	19 087	376,99	-4 209	-22,04
Services extérieurs			38 454	N/S	35 703	705,17	2 751	7,71
Autres services extérieurs			59 808	N/S	60 608	N/S	-800	-1,31
Impôts, taxes et versements assimilés			13 938	414,08	16 440	324,71	-2 502	-15,21
Salaires et traitements			290 584	N/S	302 902	N/S	-12 318	-4,06
Charges sociales			115 691	N/S	116 932	N/S	-1 241	-1,05
Autres charges de personnel								
Subventions accordées par l'association								
Dotations aux amortissements et aux dépréciations								
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements			2 193	65,15	3 445	68,04	-1 252	-36,33
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations								

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
.Sur actif circulant : dotation aux dépréciations	3 906	116,04			3 906	N/S
.Pour risques et charges : dotation aux provisions						
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées						
Autres charges	45	1,34	8	0,16	37	462,50
Total des charges d'exploitation (I)	539 735	N/S	557 050	N/S	-17 315	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées			6	0,12	-6	-100,00
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (III)			6	0,12	-6	-100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (IV)						
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	539 735	N/S	557 056	N/S	-17 321	-3,10
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	57 790	N/S			57 790	N/S
TOTAL GENERAL	597 525	N/S	557 056	N/S	40 469	7,26
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Annexe

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 240 995,28 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 57 790,13 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 10/03/2024 par les dirigeants.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.
- Stocks d'ouvrages et d'affiches : ils sont évalués au prix d'édition.
Les stocks d'affiches de "Maisons de village" et "Maison de bourg" sont évalués uniquement au prix d'impression. En effet, la conception graphique des affiches a donné lieu à un mémoire de frais réglé par le syndicat mixte pour le développement des côteaux.
Le stock ouvrages "Trames et Territoires" réalisé à l'occasion de la manifestation des 40 ans du CAUE en octobre 2017 est évalué uniquement au prix d'impression.
Le stock ouvrages "Val Azun" réalisé est évalué uniquement coût direct, c'est à dire essentiellement au coût d'impression.
Les ouvrages "Tourisme et patrimoine rural" vendus par le CAUE, ont été réalisés et financés entièrement par l'union régionale des CAUE. Le CAUE des Hautes-Pyrénées n'intervenant qu'en fournissant divers documents (graphiques, etc...). Le stock de ces ouvrages n'a pu être valorisé.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'Association ne possède pas d'immobilisations décomposables,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF*Actif immobilisé*

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 33 701 €

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 122			1 122
Immobilisations corporelles	29 696	1 709		31 405
Immobilisations financières	1 174			1 174
TOTAL	31 992	1 709		33 701

Amortissements et provisions d'actif = 28 160 €

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 122			1 122
Immobilisations corporelles	24 844	2 193		27 037
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	25 966	2 193		28 160

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Logiciels	1 122	1 122	0	de 1 à 3 ans
Matériel	2 961	2 961	0	5 ans
Matériel expositions	2 434	2 434	0	de 5 à 8 ans
Agencements et aménagements div	764	764	0	8 ans
Matériel de transport	8 400	8 400	0	3 ans
Matériel de bureau et info	15 362	10 995	4 367	de 3 à 5 ans
Mobilier	1 483	1 483	0	de 8 à 10 ans
TOTAL	32 527	28 160	4 367	

Etat des créances = 34 233 €

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	152		152
Actif circulant & charges d'avance	34 081	34 081	
TOTAL	34 233	34 081	152

Produits à recevoir par postes du bilan = 3 965 €

Produits à recevoir	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	3 965
Disponibilités	
TOTAL	3 965

Charges constatées d'avance = 1 313 €

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF*Provisions = 36 358 €*

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées					
Provisions pour risques &	32 452	3 906			36 358
TOTAL	32 452	3 906			36 358

Etat des dettes = 85 557 €

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	14 186	14 186		
Dettes fiscales & sociales	65 371	65 371		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	6 000	6 000		
TOTAL	85 557	85 557		

Charges à payer par postes du bilan = 53 141 €

Charges à payer	Montant
Emp. & dettes établ. de crédit	
Emp. & dettes financières div.	
Fournisseurs	8 224
Dettes fiscales & sociales	44 917
Autres dettes	
TOTAL	53 141

Produits constatés d'avance = 6 000 €

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT*Ventilation du chiffre d'affaires = 3 366 €*

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Ventes de marchandises	3 332	98,98 %
Produits des activités annexes	35	1,02 %
TOTAL	3 366	100.00 %

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers. On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.

Autres informations complémentaires

Autres informations complémentaires

Engagements de retraite :

Conditions :

Condition de départ : Départ volontaire

Age estimé de la retraite : 64 ans

Méthode de calcul :

Droits proratisés temporis (progression 2 %)

Rotation lente

Taux d'actualisation retenu 3.17 %

Le montant des indemnités de départ à la retraite s'élève à 24 065 € à la clôture de l'exercice. Les charges sociales correspondantes sont estimées à 12 293 €. Ces montants sont provisionnés dans les comptes sociaux pour un montant total de 36 358 €, représentant une variation de 3 906 € sur l'exercice.

Changement de méthode en 2020 :

Depuis le 1^{er} janvier 2020, ces montants sont provisionnés dans les comptes sociaux.

La provision pour engagements de retraite du 31 décembre 2019 a été reprise en report à nouveau débiteur au 1^{er} janvier 2020 pour un montant global de : 35 932 € (25 034 € d'indemnités + 10 898 € de charges sociales).

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 3 965 €

Produits à recevoir sur autres créances	Montant
Divers - produits à recevoir(46870000)	3 965
TOTAL	3 965

Charges constatées d'avance = 1 313 €

Charges constatées d'avance	Montant
Charges constatées d'avance(48600000)	1 313
TOTAL	1 313

Charges à payer = 53 141 €

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant
Frs factures non parvenues(40810000)	8 224
TOTAL	8 224

Dettes fiscales et sociales	Montant
Dettes prov congés payés(42820000)	27 509
Charges sles sur congés(43820000)	14 102
Etat charges à payer(44860000)	3 306
TOTAL	44 917

Produits constatés d'avance = 6 000 €

Produits constatés d'avance	Montant
Produits constatés d'avance(48700000)	6 000
TOTAL	6 000



Audit Georges Barrère

Sté de commissariat aux comptes inscrit sur la liste nationale

Rattaché à la Crcc de Grande Aquitaine

66, allées Marines – 64100 Bayonne

Tel.: 05.59.52.81.62 – **Fax.:** 05.59.63.92.89



**CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET
ENVIRONNEMENT DES HAUTES PYRÉNÉES**

Association

14, Boulevard Claude DEBUSSY - 65000 TARBES

RAPPORT SPÉCIAL SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES



AUDIT GEORGES BARRÈRE



**CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET
ENVIRONNEMENT DES HAUTES PYRÉNÉES**

Association

14, Boulevard Claude DEBUSSY - 65000 TARBES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Exercice clos le 31/12/2023



Audit Georges Barrère

*Sté de commissariat aux comptes
Membre de la Cie Régionale de Pau
66, allées Marins – 64100 Bayonne
Tel.: 05.59.52.81.62 – Fax.: 05.59.63.92.89*



CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET ENVIRONNEMENT DES HAUTES PYRÉNÉES

Association

Siège social : 14, Boulevard Claude DEBUSSY - 65000 Tarbes

Rapport du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Bayonne, le 21 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes

AUDIT GEORGES BARRERE

Marcel BARRERE

Associé